



**MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Secrétariat
général

SECRETARIAT GENERAL
Service des achats et des finances
Sous-direction de la gestion financière et des achats
Bureau des achats mutualisés d'administration centrale
139 rue de Bercy – Paris 12^{ème}

Marché relatif à des prestations d'interprétation pour les ministères économiques et financiers

Cahier des clauses particulières (commun aux trois lots)

Numéro de consultation : BAMAC-2023-199-Interprétation

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

| | |
|--|----|
| Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| Article 2 - PROCEDURE DE L'ACCORD-CADRE | 4 |
| Article 3 - ALLOTISSEMENT | 4 |
| Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE | 4 |
| Article 5 - DUREE DU MARCHÉ | 4 |
| Article 6 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 5 |
| Article 7 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 5 |
| Article 8 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES | 5 |
| 8.1 Eléments de contexte | 5 |
| 8.2 Contenu des prestations d'interprétation de conférence..... | 6 |
| 8.3 Délai..... | 6 |
| 8.4 Matériel..... | 6 |
| 8.5 Niveaux de qualité des prestations et d'exigence attendus | 6 |
| 8.6 Qualifications des interprètes de conférence | 7 |
| Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 7 |
| 9.1 Représentation des parties | 7 |
| 9.1.1 Représentation de l'acheteur..... | 7 |
| 9.1.2 Représentation des titulaires | 7 |
| 9.2 Conditions d'exécution | 7 |
| 9.2.1 Remplacement des intervenants..... | 7 |
| 9.2.2 Demandes de devis..... | 8 |
| 9.2.3 Emission et exécution des bons de commande..... | 8 |
| 9.2.4 Exceptions à l'attribution des commandes | 9 |
| 9.2.5 Lutte contre le travail dissimulé | 10 |
| 9.3 Gestion et pilotage des prestations | 10 |
| 9.4 Considérations sociétales | 10 |
| 9.5 Considérations environnementales | 11 |
| 9.6 Pénalités..... | 11 |
| 9.7 Clause de réexamen | 12 |
| Article 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES | 12 |
| 10.1 Obligation de résultat..... | 12 |
| 10.2 Formation continue des interprètes..... | 12 |
| 10.3 Obligation de conseil et d'information | 12 |
| 10.4 Obligation de confidentialité, de discrétion et de neutralité | 13 |
| 10.5 Mesures de sécurité | 14 |
| 10.6 Traitement de données à caractère personnel | 14 |
| Article 11 - REGIME FINANCIER..... | 14 |
| 11.1 Forme et contenu des prix..... | 14 |
| 11.2 Variation des prix..... | 14 |
| 11.3 Avances | 15 |

| | |
|---|----|
| 11.4 Modalités de financement et de paiement..... | 15 |
| 11.4.1 Intérêts moratoires..... | 15 |
| 11.4.2 Modalités de facturation | 16 |
| 11.4.3 Mentions obligatoires..... | 16 |
| 11.5 Monnaie..... | 16 |
| 11.6 Transmission des factures | 16 |
| 11.7 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande..... | 17 |
| Article 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE..... | 17 |
| Article 13 - DISPOSITIONS DIVERSES | 18 |
| 13.1 Echanges dématérialisés | 18 |
| 13.2 Langue..... | 18 |
| 13.3 Sous-traitance | 18 |
| 13.4 Co-traitance | 18 |
| 13.5 Assurances..... | 18 |
| 13.6 Autres obligations administratives..... | 18 |
| 13.7 Résiliation | 19 |
| 13.8 Exécution aux frais et risques des titulaires | 20 |
| 13.9 Différends | 20 |
| Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG | 21 |
| Article 15 - ANNEXE - EVALUATION DES FOURNISSEURS | 21 |

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet du présent accord cadre est la réalisation de prestations d'interprétation orales, consécutives, simultanées ou chuchotées du français vers une langue étrangère et inversement, lors d'événements organisés par les ministères économiques et financiers (MEF) et le Ministère de l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification dans le cadre d'entretiens, déjeuners, conférences ou rencontres avec des partenaires étrangers, en présentiel et/ou en visioconférence via différents outils de télé-interprétation tels que a minima Kudo, Interactio et Zoom (liste non exhaustive).

Article 2 - PROCEDURE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code CPV de la consultation (Valeur principale) : **79540000 – Services d'interprétation**

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la façon suivante :

- Lot 1 « Interprétation de conférence en langue anglaise »
- Lot 2 « Interprétation de conférence en langue allemande »
- Lot 3 « Interprétation de conférence en langues arabe, chinoise (mandarin), espagnole, italienne, portugaise, russe et autres langues en cas de besoin »

Chaque lot est mono attributaire.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Chaque lot est un accord-cadre qui s'exécute par émission de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises), indiqué comme suit :

- Lot 1 « Interprétation de conférence en langue anglaise » : 300 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).
- Lot 2 « Interprétation de conférence en langue allemande » : 90 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).
- Lot 3 « Interprétation de conférence en langues arabe, chinoise (mandarin), espagnole, italienne, portugaise, russe et autres langues en cas de besoin » : 140 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

Les montants maximums indiqués pour chacun des lots ne correspondent pas à un engagement de commandes. **Chaque lot cessera automatiquement de produire ses effets et deviendra caduc si le montant maximum correspondant est atteint.** La fin du lot produite par l'atteinte du montant maximum s'applique quelle que soit la durée du lot prévue initialement.

Il sera possible de soumettre des offres pour un lot ou plusieurs mais en cas de dépôt d'une offre portant sur plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur ne sera nullement dans l'obligation de retenir l'offre pour la totalité des lots.

Article 5 - DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois fois pour une période d'un an.

La durée maximale de l'accord-cadre est de quatre ans.

Les titulaires ne peuvent refuser la reconduction.

Toute non-reconduction de l'accord-cadre ou d'un des lots fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur, notifiée aux titulaires, par courrier postal ou électronique avec avis de réception, deux mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, les titulaires sont tenus d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci. Les titulaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

Article 6 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est la France métropolitaine, Corse comprise, ainsi que les DOM-COM. Les activités organisées par le Secrétariat Général des MEF ont lieu au ministère de l'Economie, des Finances, et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, sur le site de Bercy, Paris 12^{ème}, et plus particulièrement au centre de conférences Pierre Mendès France ou au sein de l'hôtel des ministres. De façon exceptionnelle, certaines prestations peuvent avoir lieu au sein ou hors de de l'Union européenne.

Article 7 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (par lot) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) commun à tous les lots et son annexe ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique de chaque titulaire (par lot) ;
- Les bons de commande.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par les titulaires, contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCP ou du CCAG-PI.

Le CCAG-PI n'est pas fourni. Il doit être connu des titulaires : ses dispositions ne sont pas toutes reprises ici.

Article 8 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

8.1 Eléments de contexte

Au sein du service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP) du Secrétariat général (SG) des MEF, le pôle « accueils-réservations-centre de conférences » du bureau des prestations de service (BPS) est en charge de mettre en œuvre des prestations d'interprétation¹ pour le compte des cabinets ministériels et des directions et services des MEF.

À titre indicatif, et au vu des trois dernières années, près de 70 % des prestations d'interprétation réalisées pour le SG des MEF concernent la langue anglaise.

Les prestations ont notamment pour objet :

- les entretiens des ministres ou les colloques/forums internationaux organisés au centre de conférences Pierre Mendès France sur le site de Bercy ;
- les interventions, les présentations, ou les visites dans le cadre d'accueils de délégations étrangères au sein des MEF ou de déplacements de délégations en France métropolitaine.

¹ Activité consistant à rendre à l'oral dans une langue donnée, ce qui a été communiqué dans une autre langue en préservant le registre et le sens du contenu de la langue source.

Ces activités peuvent avoir lieu en présentiel ou en visioconférence.

A noter : en 2026, la France sera pays hôte du sommet international du G7 avec des besoins en combinaisons linguistiques accrus.

8.2 Contenu des prestations d'interprétation de conférence

Le SG des MEF doit mettre en œuvre des prestations d'interprétation tout au long de l'année lors des entretiens physiques et/ou téléphoniques des ministres, des tables rondes, des colloques, des conférences de presse et/ou des rencontres de haut niveau nécessitant des interprètes de conférence rigoureux et de qualité.

Les prestations demandées sont généralement des prestations d'interprétation en format simultanée² et/ou consécutive³ ou chuchotée².

Elles peuvent avoir lieu indifféremment en présentiel ou en visioconférence sur des outils de télé-interprétation divers tels qu'à minima les plateformes Kudo, Interactio, Zoom.

Le titulaire devra donc être capable d'offrir ces divers formats d'interprétation, ce qui inclut de disposer du matériel permettant de les réaliser en visioconférence avec les outils précités.

Au cours d'une même prestation, dans les langues et situations les plus courantes, l'interprétation pourra être effectuée par une même personne, par exemple, du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français.

8.3 Délai

Le délai de prévenance pour réaliser la prestation est en général compris entre 24 heures et deux mois avant la date de l'entretien ou du déplacement.

En cas d'urgence et de façon exceptionnelle, le prestataire peut être amené à répondre à une demande du bureau SIEP-BPS dans un délai pouvant être inférieur à 24 heures.

Le nom d'un référent du ministère – qui mettra à disposition de l'interprète, au plus tard la veille de l'événement, la documentation nécessaire à sa préparation – sera indiqué dans le bon de commande.

8.4 Matériel

La majorité des activités se déroulent dans les espaces de réunion du site ministériel de Bercy, au centre de conférences Pierre Mendès France ou au sein de l'hôtel des ministres qui sont équipés de cabines d'interprétation.

Aucune location de cabines d'interprétation et ou de matériels type bidule n'est exigée dans le cadre du présent marché.

8.5 Niveaux de qualité des prestations et d'exigence attendus

Les titulaires mettent en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer les prestations dans le respect des horaires de l'événement et de la qualité explicités infra. Ils garantissent avoir l'ensemble des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à recourir à des interprètes compétents, maîtrisant la technique de l'interprétation simultanée, qui doivent éviter tout contresens et erreur de syntaxe, et à livrer des interprétations dans lesquelles le sens et l'esprit des propos à interpréter sont totalement respectés avec le style et la terminologie des propos originaux.

Une ponctualité impérative est exigée des interprètes qui devront obligatoirement se présenter une demi-heure au minimum avant chaque événement pour une mise au point avec les intervenants et les directions concernées par l'événement.

² L'interprète, situé en cabine, parle en même temps que l'orateur (= en temps réel) et les participants disposent de casque avec choix des canaux linguistiques pour entendre les propos interprétés ou, l'interprète est assis en salle à côté d'un participant.

³ L'interprète se trouve à la même table que les délégués ou à la tribune avec l'orateur. L'orateur parle, pendant un laps de temps variable, l'interprète parle après que l'orateur ait fini son allocution (= double le temps de parole)

Les interprètes doivent être doués de qualités d'expression orale, et notamment d'une très bonne diction, d'une grande fluidité d'interprétation, et d'un rythme en adéquation avec l'intervenant.

Ils devront parfaitement maîtriser la langue demandée ainsi que le français.

Les interprètes devront être familiers du vocabulaire institutionnel et financier ainsi que des institutions européennes.

Les interprètes devront également avoir des connaissances en matière juridique, économique, industrielle et être au fait des débats et enjeux politiques majeurs liés à l'actualité.

Enfin, ils devront avoir une expérience des différents outils de télé-interprétation (à minima les plateformes Kudo, Interactio, et Zoom), sachant que le nombre de visioconférences à interpréter pourrait être amené à augmenter au cours des prochaines années.

Particularité : un interprète peut être demandé de manière exclusive pour assurer l'intégralité des missions auprès d'un ministre et/ou dans le cadre d'un suivi lors de réunions/ateliers.

8.6 Qualifications des interprètes de conférence

Les interprètes de conférence doivent **au minimum** remplir une des deux qualifications suivantes :

- un diplôme reconnu d'études supérieures d'interprétation de conférence plus un minimum de 2 ans d'expériences documentés en interprétation de conférence ;
- une qualification équivalente en études supérieures de langues, plus un minimum de 5 ans d'expériences documentés en interprétation de conférence.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur, après la notification du marché, est chargé du pilotage de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur aux titulaires. Le service commanditaire est responsable de la passation de la commande, du suivi d'exécution et du paiement des factures.

9.1.2 Représentation des titulaires

Les titulaires désignent un ou plusieurs interlocuteurs ou référents, habilités à les représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet interlocuteur ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre des titulaires. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les titulaires s'engagent à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur ou des interlocuteurs désigné(s).

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, les titulaires s'engagent à recourir aux intervenants dont les profils ont été présentés dans l'offre technique pour accomplir les prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de changement d'un des intervenants mentionnés dans l'offre technique, il est fait obligation auxdits titulaires d'avertir le pouvoir adjudicateur au moins **un mois à l'avance** à compter du départ effectif de l'intervenant, par courriel à l'adresse interprete.bercy@finances.gouv.fr et de lui présenter le curriculum vitae d'un nouvel intervenant. Ce dernier doit disposer du niveau d'expertise (niveau d'expérience et de qualifications professionnelles) requis dans le présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité, pour des raisons motivées, de récuser les intervenants mentionnés dans l'offre des titulaires.

À défaut de réponse par le bureau SIEP-BPS dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la communication, le remplaçant proposé est réputé accepté.

En cas d'empêchement inopiné d'un interprète, le titulaire du marché assure immédiatement son remplacement.

Particularité : un interprète peut être demandé de manière exclusive pour assurer l'intégralité des missions auprès d'un ministre et/ou dans le cadre d'un suivi lors de réunions/ateliers. Dans ce cas, les modalités de remplacement seront vues au cas par cas avec le bureau SIEP-BPS.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de pouvoir faire preuve d'une très forte réactivité.

9.2.2 Demandes de devis

Toute prestation donne lieu à l'établissement d'un devis par le titulaire. Le devis est ensuite transmis au bureau BPS/pôle accueils à l'adresse courriel interprete.bercy@finances.gouv.fr pour validation par le service commanditaire.

Le devis comprend au minimum les informations suivantes :

- Intitulé de l'évènement ;
- Imputation Direction/Service (Dotation globale de fonctionnement - DGF) ;
- Date de l'évènement ;
- Durée ;
- Lieu de la prestation ;
- Type de prestation (simultanée, consécutive, chuchotée etc...) ;
- Langues ;
- Tarification HT avec montant de la TVA affectée (10 et/ou 20%) et TTC ;
- Nom + fonction du signataire.

Le titulaire s'engage à présenter un devis dans les délais indiqués par le commanditaire dans la demande de devis. Le délai est variable en fonction de l'urgence de la demande.

L'émission d'un devis par le titulaire n'engage pas le pouvoir adjudicateur. Seuls les devis validés et acceptés donnent lieu à l'émission d'un bon de commande qui engage le pouvoir adjudicateur.

9.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon les besoins du bureau SIEP-BPS.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine au titulaire selon les coordonnées indiquées dans le cadre de mémoire attendu.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise a minima :

- le type d'interprétation et son mode de réalisation (en présentiel ou en visioconférence) ;
- le nom et les coordonnées d'un référent au sein du cabinet ministériel et/ou de la direction bénéficiaire, susceptible de fournir la documentation nécessaire au titulaire et de répondre à ses éventuelles questions,
- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du titulaire (SIRET, etc.) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation et la quantité (exprimée en nombre d'heures) des prestations commandées (cf. 9.3.1 du présent CCP) ;

- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT avec montant de la TVA, 10% et/ou 20% et TTC) du bon de commande ;

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 4 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Les titulaires sont tenus de respecter leur engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

a) Modification des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, modifier un bon de commande. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande rectificatif comportant les informations décrites ci-dessus.

b) Annulation des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, annuler un bon de commande.

En cas d'annulation par le bureau SIEP-BPS, pouvoir adjudicateur, d'une commande dans un délai supérieur ou égal à 48 heures avant le début de la prestation, le prestataire n'a droit à aucune indemnisation.

Pour toute commande annulée par le pouvoir adjudicateur dans un délai inférieur à 48 heures, le prestataire est indemnisé sur la base d'une vacation en simultané d'une journée par interprète impacté par l'annulation.

La requalification d'une prestation d'interprétation simultanée ou chuchotée en prestation d'interprétation consécutive après l'émission du bon de commande, en raison de difficultés techniques, ne donne pas lieu à indemnisation du prestataire mais est facturée sur la base des prix unitaires du bordereau correspondant à la nouvelle prestation commandée, après la réédition d'un nouveau de commande.

De même, la requalification d'une prestation d'interprétation consécutive en prestation d'interprétation simultanée ou chuchotée après l'émission du bon de commande ne donne pas lieu à indemnisation du prestataire mais est facturée sur la base des prix unitaires du bordereau correspondant à la nouvelle prestation commandée, après la réédition d'un nouveau de commande.

9.2.4 Exceptions à l'attribution des commandes

• Situation de conflit d'intérêt

En cas de conflit d'intérêts, de risque de conflit d'intérêts, ou d'impossibilité légitime d'exécuter la prestation, et ce, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en informe la direction émettrice de la demande et en communique, par écrit, les motifs dans les meilleurs délais.

Pour l'ensemble de ces situations, l'administration pourra avoir recours, à titre ponctuel et exceptionnel, à un support contractuel autre que le présent accord-cadre pour répondre à ses besoins. Cette qualification relève de la seule appréciation de l'administration.

En outre, l'administration se réserve la possibilité, avant toute commande, d'effectuer auprès du titulaire une demande de précisions sur un éventuel risque de conflit d'intérêts.

• Impossibilité d'honorer la commande

Dans le cas où le titulaire sollicité n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés (par exemple : charge de travail trop importante, équipe non disponible), l'administration pourra avoir recours, à titre ponctuel et exceptionnel, à un support contractuel autre que le présent accord-cadre pour répondre à ses besoins pour lesquels des compétences particulières sont requises. Cette qualification relève de la seule appréciation de l'administration.

• Clause de non-exclusivité pour l'ensemble des lots

Pendant la durée du présent accord-cadre, l'administration pourra recourir ponctuellement à un support contractuel autre que le présent marché.

L'administration pourra alors s'adresser à un prestataire autre que les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10 % du montant maximum du lot concerné.

9.2.5 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé.

En particulier, il fournira tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le marché pourra être résilié à ses torts. Cette résiliation ne donnera pas lieu à indemnité.

9.3 Gestion et pilotage des prestations

Les parties s'engagent à collaborer au mieux afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Le suivi de l'accord-cadre est réalisé selon les modalités énoncées ci-après.

Le SG/BPS assure le suivi global de l'accord-cadre.

En cas de difficultés dans l'exécution des prestations, celles-ci sont traitées de la manière suivante :

- d'abord au niveau du service commanditaire ;
- en cas d'échec, les difficultés font l'objet d'une escalade vers le représentant du pouvoir adjudicateur signataire de l'accord-cadre.

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et les titulaires.

Une réunion de lancement du marché sera organisée par l'administration en début de marché, en présence des titulaires de chaque lot.

Un comité de pilotage, associant le pouvoir adjudicateur ou ses représentants et chacun des titulaires, est chargé du suivi du bon déroulement des prestations commandées dans le cadre du présent accord-cadre.

Le comité de pilotage se réunira si nécessaire à la demande de l'administration, dans ses locaux.

L'administration fixe la date de réunion du comité.

Ce comité pourra avoir pour objectif :

- d'effectuer le bilan qualitatif des prestations ;
- de réaliser un retour d'expérience, de partager des constats et des enseignements et de capitaliser sur les prestations passées ou en cours ;
- d'arrêter des pistes d'amélioration.

Afin de préparer cette réunion, les titulaires adresseront au pilote contractuel du pouvoir adjudicateur et aux référents techniques du service commanditaire, dix jours ouvrés avant la date de la réunion, un bilan des prestations réalisées.

Les coûts associés à ces réunions sont inclus dans les prix du marché.

9.4 Considérations sociétales

Les ministères économiques et financiers conduisent une politique en faveur de la diversité.

Les titulaires doivent promouvoir et s'engager continuellement pour la favorisation de la diversité au sein de leurs structures, relativement à un objectif de lutte contre les discriminations, conformément aux dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique.

9.5 Considérations environnementales

Le présent marché comporte des exigences environnementales que les titulaires devront respecter. Le respect de cette clause est vérifiable selon des méthodes objectives et pourra faire l'objet d'un contrôle effectif.

Sont exigés l'emploi de méthodes de travail économes en déplacements et le recours aux modes de transports les moins polluants ainsi que doivent être privilégiés l'usage de papier recyclé ou de la voie dématérialisée, en tout temps de la durée d'exécution du marché, sauf impossibilité manifeste d'y recourir.

À ce titre, il est demandé aux titulaires de favoriser l'utilisation de moyens de transport à mobilité douce lors de leurs déplacements (exemple : transport en commun, notamment en train). Les déplacements en avion doivent être exceptionnels.

Clause BEGES : Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée :

<http://www.bilans-ges.ademe.fr> . »

9.6 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

Le décompte des pénalités est effectué à partir de la date de demande d'intervention formulée par l'administration. Toutefois, la responsabilité du titulaire ne saurait être engagée en cas de défaillance qui ne lui serait pas imputable (force majeure) ou de retard imputable à l'administration. Toute journée entamée au-delà du délai contractuel prévu par le bon de commande peut être considérée par l'administration comme un jour entier de retard.

Les pénalités ainsi définies :

| Infraction | Montant de la pénalité en euros (€) |
|---|---|
| Absence de l'interprète | 3 fois le montant forfaitaire d'une vacation en consécutive. L'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre après deux manquements. |
| Retard de l'interprète (interprète présent moins de 30 minutes avant le début de la prestation) | 500 euros |

| | |
|---|--|
| Retard de l'interprète (interprète présent après le début de la prestation) | 500 euros + un montant calculé au prorata du nombre de minutes de retard de l'interprète rapporté à la durée de la prestation ³ |
| Autres manquements aux obligations du présent CCP | 300 euros |
| Pénalités pour dysfonctionnement dans les modalités de facturation | 300 euros. L'administration se réserve le droit à la suite de dysfonctionnements répétés dans le processus de facturation, de notifier au titulaire une pénalité par manquement constaté dans la gestion administrative du circuit de commande. |

³ Par exemple : en cas de retard de l'interprète de 30 minutes sur une prestation durant 120 minutes, le montant de la pénalité s'élèvera à $30/120 = 25\%$ du montant de la prestation hors taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

9.7 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du code de la commande publique, est intégrée dans le contrat initial du marché une clause de réexamen portant sur l'évolution potentielle des besoins en cours d'exécution du contrat.

La clause de réexamen peut être mise en œuvre et donner lieu à la conclusion d'un avenant lorsque la circonstance suivante se présente : évolution réglementaire notable ou actualité économique et financière nécessitant une mise à jour des prestations demandées aux titulaires.

Article 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1 Obligation de résultat

Les titulaires s'engagent à respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant de l'accord cadre et à apporter tout le soin raisonnablement nécessaire à l'exécution des prestations conformément aux règles de l'art et aux obligations de leur profession.

10.2 Formation continue des interprètes

Les titulaires s'engagent à entretenir et développer leurs connaissances et leurs compétences linguistiques et techniques (dans tous les domaines visés par l'accord-cadre) ou à entretenir et développer les connaissances et les compétences linguistiques et techniques de leurs interprètes par la formation continue.

10.3 Obligation de conseil et d'information

En leur qualité de professionnels, les titulaires exercent leur obligation de conseil et d'information auprès de l'administration. Le titulaire s'engage notamment à conseiller les directions bénéficiaires sur les méthodes et techniques les mieux adaptées à l'accomplissement des missions qu'elles lui confient. Ils l'informent à ce titre et sans retard de toute difficulté qu'ils rencontreraient dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et prennent ou préconisent toute mesure utile pour y remédier dans les meilleurs délais.

Ce devoir de conseil et d'information est formel et fondé sur la production, dès la survenance de toute difficulté, d'une note écrite qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire. Cette obligation fait partie intégrante des prestations issues de l'exécution du marché et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

Dans l'hypothèse où les titulaires ne respectent pas cette obligation, ils ne sauraient se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de leurs obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation et, de ce fait, conduisant à la réduction des coûts.

Les titulaires et l'administration s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Les titulaires sont tenus de signaler à l'administration tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations

10.4 Obligation de confidentialité, de discrétion et de neutralité

Les titulaires ont une obligation de réserve vis-à-vis de l'administration. Ils s'engagent à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les échanges écrits, oraux et les faits auxquels ils auront eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Il est interdit pour les titulaires de tirer un profit personnel quelconque de toute information confidentielle qu'ils auraient pu recevoir dans l'exercice de leur mission.

Les titulaires sont responsables de tout élément qui leur est confié ainsi que de sa confidentialité. De ce fait, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers autres que l'intervenant désigné ne peut se faire sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur. De plus, aucune communication ou transmission ne peut se faire en dehors du présent marché ou à l'issue de son exécution. L'obligation de confidentialité continue après l'expiration du présent accord-cadre, elle ne devient caduque que si l'information confidentielle tombe dans le domaine public ou que sa divulgation est rendue nécessaire en vertu d'une disposition légale ou réglementaire ou d'une injonction administrative ou judiciaire. Les titulaires s'engagent, pour eux-mêmes et pour leurs préposés, mandataires et sous-traitants éventuels au respect du secret professionnel et de la neutralité.

Les titulaires s'engagent à faire respecter ces obligations à l'ensemble de leur personnel, le cas échéant à leurs sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra, à tout moment, demander aux titulaires de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leur auraient été fournis.

À l'issue de chaque prestation, les titulaires sont tenus de détruire tous les éléments qui leur ont été fournis pour réaliser cette prestation.

La violation de l'obligation de confidentialité par les titulaires est considérée comme une faute grave et pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts des titulaires.

Les titulaires ne peuvent divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont ils auraient connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où ils auraient connaissance de telles informations, ils s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Y compris après l'expiration du contrat, le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'administration. Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'administration. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse. Le prestataire et ses intervenants sont tenus à une stricte obligation de neutralité politique et religieuse dans l'exercice de leur mission.

Il est interdit au titulaire et à ses intervenants de faire une quelconque publicité aux prestations faisant l'objet du présent marché sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Aucun renseignement concernant le marché ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise à l'administration (bureau SIEP-BPS).

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées le titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

10.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant des titulaires ou de leurs sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Les titulaires veillent à ce que la sécurité de leurs accès informatiques et de ceux de leurs éventuels sous-traitants soit conforme aux lois régissant ce domaine.

10.6 Traitement de données à caractère personnel

En matière de protection des données à caractère personnel, il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-PI relatif au règlement général sur la protection des données (RGPD) et aux caractéristiques des données personnelles à protéger.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Le montant des prestations est déterminé par l'application des prix unitaires indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU) aux quantités commandées.

Pour chaque lot, les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la préparation et la réalisation des prestations du présent marché ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- les droits afférents à la propriété intellectuelle des prestations d'interprétation ;
- les frais d'approche le cas échéant (les frais d'approche sont les indemnités versées à l'interprète pour le temps qu'il-elle met à se rendre et à revenir de son lieu de mission, notamment pour des déplacements nécessitant des moyens de transport comme l'avion ou le train).

Les prix n'incluent ni les frais de transport, ni les frais de restauration, ni les frais d'hébergement liés aux déplacements.

11.2 Variation des prix

Pour la première année d'exécution, les prix sont ceux de l'annexe financière transmis avec l'offre du titulaire.

A partir de la deuxième année, les prix sont révisables à chaque date anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision trois mois avant la date d'anniversaire.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de notification de l'accord-cadre. Ils sont révisés en tenant compte de l'évolution de l'indice utilisé comme base de référence.

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du coût de la prestation est le suivant :

Indice du coût du travail – Coût horaire – Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) (base 100 en 2020)

Les prix révisés sont obtenus par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (Ind/Ind_0)$$

dans laquelle :

P : prix révisé HT ;

P0 : prix HT indiqués par la société dans son offre et considérés comme étant établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (Mo) ;

Ind : Dernière valeur connue de l'indice révisé du mois de révision de prix ;

Ind0 : Valeur de l'indice révisé du mois de remise de l'offre.

Le calcul général est limité à trois décimales et arrondi au millième supérieur.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas d'arrêt d'un indice décidé par l'INSEE, la personne publique communique par simple courrier à la société le nouvel indice à appliquer.

À la suite de la notification par l'administration de la révision de prix, le titulaire fournit à celle-ci une annexe financière révisée. Il la transmet à l'adresse fonctionnelle safi.bamac@finances.gouv.fr.

11.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.4 Modalités de financement et de paiement

11.4.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, les titulaires ont droit, sans qu'ils aient à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.4.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par les titulaires et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte des titulaires.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

11.4.3 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
- le taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.5 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.6 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée exclusivement. Les titulaires ont le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail** :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail Chorus
- saisir directement ses factures.

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, les titulaires sont invités à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, les titulaires peuvent s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1> rubrique « nous contacter ».

11.7 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'administration de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, les titulaires sont tenus de :

- produire un état semestriel chaque 1^{er} juin et 1^{er} décembre, de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'administration, dans un délai maximal de 15 jours à compter de cette demande ;
- alerter le pilote lorsque les consommations atteignent 80 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'administration dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'administration :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par les titulaires ;
- est particulièrement attentive à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Les titulaires :

- s'engagent à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engagent sans réserve à participer aux comités de pilotage que l'administration organise.

Article 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI en matière de propriété intellectuelle.

Il est rappelé, à cet égard, que les droits de propriété intellectuelle afférents au présent marché sont cédés par le titulaire au bureau SIEP-BPS à titre exclusif, compte tenu de la mission de service public et du caractère de confidentialité attaché à certaines des prestations concernées.

Les droits cédés au bureau SIEP-BPS à titre exclusif comprendront notamment le droit de diffuser et/ou de faire diffuser en direct et/ou en différé la captation audio et vidéo de ces prestations ainsi que sa reproduction et ses adaptations, en intégralité ou en partie, d'une façon générale par tous moyens de télécommunication (plateforme de diffusion, réseaux sociaux etc.).

A noter : cette cession des droits sera conditionnée au versement d'une majoration du montant de la prestation réalisée par l'interprète. Cette majoration devra être intégrée dans le bordereau de prix à renseigner.

Article 13 - DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie aux titulaires les décisions ou informations administratives qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché ou profil acheteur PLACE) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

13.2 Langue

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français à défaut, être accompagnés d'une traduction en français, réalisée à leurs frais.

13.3 Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de tout ou partie des prestations du marché.

13.4 Co-traitance

Dans le cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

13.5 Assurances

Les titulaires assument la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'ils causent à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, les titulaires devront justifier être en possession d'une police d'assurances.

Ils sont responsables des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à leur personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à leurs biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Les titulaires doivent être couverts par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils pourraient encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Ils s'engagent à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de leur assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Les titulaires s'engagent à informer expressément l'acheteur de toute modification de leur contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que les titulaires.

13.6 Autres obligations administratives

Les titulaires sont tenus de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de les engager ;
- à la forme juridique sous laquelle ils exercent leur activité ;
- à leur raison sociale ou à leur dénomination ;

- à leur adresse ou à leur siège social ;

- aux renseignements qu'ils ont fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant chaque titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Les titulaires mettent à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par les titulaires sur la boîte fonctionnelle suivante : safi.bamac@finances.gouv.fr

Si les titulaires, et/ou le cas échéant leurs sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, les titulaires fournissent, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'administration se réserve le droit de résilier l'accord-cadre après deux manquements.

En complément à l'article 39 du CCAG-PI, le marché sera résilié sans préavis et sans droit à indemnité pour le titulaire concerné si les prestations fournies apparaissent notoirement insuffisantes ou non conformes au contenu défini dans le présent cahier des clauses particulières.

En application des articles L.2141 sections 1 à 6 et L.2195-4 du code de la commande publique, le marché sera résilié sans préavis et sans droit à indemnité pour les titulaires en cas d'inexactitude des renseignements et documents suivants :

- s'il est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir ;
- la déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, les titulaires ont droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

13.8 Exécution aux frais et risques des titulaires

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques des titulaires et dans les conditions prévues à l'article 27 CCAG-PI.

13.9 Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus- mentionné pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : safi.bamac@finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

13.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG

Cet article déroge à l'article 1 du CCAG-Prestations Intellectuelles.

Le présent CCP prévaut sur toutes les dispositions du CCAG-Prestations Intellectuelles qui lui seraient contraires.

Article 15 - ANNEXE - EVALUATION DES FOURNISSEURS

Les prestations objets du marché ou du bon de commande font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

L'évaluation de chaque titulaire sera effectuée annuellement.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au présent CCP à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation peut faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).